

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL No 17 fev. 84 4ff./30fb./2fs./0,7cts can.

LA LUTTE DE CLASSE DANS LE MONDE:

De la crise économique à la crise sociale

C'est dans le monde entier que les ouvriers se battent

■ L'édifice capitaliste se craquèle de toutes parts. La bourgeoisie est impuissante à conjurer une crise qui s'approfondit chaque jour, avec des conséquences de plus en plus meurtrières.

Depuis septembre 1983, aux quatre coins du monde, les réactions des ouvriers se sont multipliées : Belgique,

USA, Hollande, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Maroc, Tunisie, Inde, Brésil, Pérou, Afrique du Sud, Hong-Kong, etc. Simultanément, des mouvements ont répondu aux mêmes effets : l'aggravation générale des conditions d'existence, sans autre perspective que la menace grandissante du chômage, l'appauvrissement et les guerres.

Dans les pays sous-développés, la répression impitoyable ne parvient pas à empêcher des "émeutes de la faim" qui ne rassemblent plus seulement les masses affamées de sans travail, mais également les ouvriers des centres industriels. En Inde, les affrontements entre "populations" d'origines différentes ont cédé le pas à des grèves

massives.

Dans les pays de l'Est, le quadrillage policier et la répression permanente contiennent difficilement les explosions de colère. En Pologne, la bourgeoisie se heurte toujours à la résistance des ouvriers ; en Roumanie, au cours de l'automne 1983, des ouvriers ont fait grève contre la pénurie. Et ce n'est que ce qui transparaît dans une presse qui minimise les luttes ouvrières quand elle ne fait pas le silence complet sur celles-ci.

APRES LA GREVE A TALBOT.., QUELLES PERSPECTIVES ?



1982 : les ouvriers manifestent avec les calicots des syndicats.

1983 : ils huent la CGT lors de leurs grève contre les licenciements.

Ainsi, la laborieuse manœuvre de la CGT pour s'implanter à Talbot et se présenter comme le syndicat "démocratique", "défenseur des ouvriers" face à la CSL, s'effondre au bout de dix huit mois comme un château de cartes. Après la désyndicalisation massive, la remise en question ouverte de l'encadrement syndical s'accroît.

Coups de projecteurs, flashes et reportages largement diffusés, notamment à l'usage d'autres pays, contrairement à la plupart des grèves ouvrières dans le monde sur lesquelles les médias entretiennent soigneusement le black-out (Voir RI n°114 et 115) ; à Talbot-Poissey, tout a été mis en œuvre pour renvoyer de la grève une image totalement déformée et mensongère, celle d'affrontements extrêmement violents, non-grévistes contre grévistes, où ces derniers sont évacués "sous protection" de la police.

Un battage mensonger

Quelle mascarade ! On a fait venir des cars entiers de militants d'extrême-droite (du PNF de Le Pen) et des milices patronales ratissées dans toute la région parisienne. On a fait revêtir aux agents de maîtrise, aux vigiles de chez Talbot des bleus de travail, en

leur promettant qu'ils allaient "casser de l'arabe".

Et voilà des hordes ayant servi il y a peu de temps encore de boucs-émissaires, de cibles favorites de la gauche, voilà ces commandos transformés aujourd'hui en "ouvriers non-grévistes" !

Alors que toute la tradition ouvrière a toujours appelé à la mobilisation des ouvriers des autres usines contre de telles milices, les dirigeants locaux de la CFDT, s'étant posés dans la grève en égéries de la "radicalité", s'étant fait passer pour "seuls défenseurs des ouvriers" font appel... aux forces de l'ordre !

Mais si la bourgeoisie a dû mobiliser et jeter simultanément dans la bataille toutes ses forces : milices anti-ouvrières, 30 cars de la police officielle et tous ses syndicats, depuis la CSL jusqu'à la CFDT et à ses fractions gauchistes d'appoint, LCR trotskyste en tête, en passant par la CGT, tous encadrant la sortie des grévistes de l'usi-

ne, cela démontre que la bourgeoisie n'a pas eu la partie belle et qu'elle n'a pas pu tirer de l'épreuve les succès escomptés.

Que signifie qu'en fait la reprise du travail s'effectue aujourd'hui dans des conditions qui ne sont pas sans rappeler celle des ouvriers polonais sous l'état de siège : quadrillage permanent du site par la police, multiples contrôles avec laisser-passer nominatif pour les ouvriers non licenciés qui doivent accéder à l'usine en file indienne par un dédale de chicanes, démantèlement de chaque équipe, de chaque atelier afin que nul ne puisse communiquer avec ses anciens camarades de travail ? D'ailleurs, malgré ce féroce encadrement, des débrayages, cette fois totalement passés sous silence dans la presse, ont eu lieu sur les chaînes dans la semaine de la reprise du travail.

(suite p.5)

Ces mouvements qui se heurtent à la faillite évidente d'un monde qui n'assure même pas la survie minimum de la grande majorité, aujourd'hui, ne sont plus isolés : ils entrent en résonance avec les grèves dans les pays dits "riches", où les promesses de redémarrage de l'économie moyennant des sacrifices "provisoires", les chantages à la faillite ne suffisent plus à faire taire les ouvriers.

La perspective d'une "reprise américaine" à la Reagan ou de "mutations technologiques" à la Mitterrand, ne font plus illusion. Si dans les pays dits "riches", les ouvriers ont subi la dégradation de leurs conditions d'existence avec peu de réactions (en Allemagne ou aux Etats-Unis, certains avaient "accepté" des réductions officielles de leurs salaires), ce temps n'est plus. La situation empire. Transgressant les besoins de "l'économie nationale", les ouvriers affirment les leurs.

Les ouvriers licenciés en France à Talbot savent qu'ils ne sont que la première charrette d'une série qui promet d'être longue. Aux Etats-Unis même, la prétendue "reprise économique" n'a convaincu ni les ouvriers des télécommunications qui ont paralysé ce "service public" pendant trois semaines au cours de l'été 1983, ni les conducteurs des bus Greyhound qui ont mené à l'automne plusieurs semaines de grève contre la réduction de 25% de leurs salaires. Dans les pays jusque là les plus épargnés comme l'Allemagne les travailleurs des chantiers navals se sont mis en grève, ce qui ne s'était pas produit depuis 25 ans.

suite p.3

Sommaire

Moyen-Orient : vers une nouvelle escalade.....p.2
L'OLP : une organisation capitaliste.....p.2
TUNISIE, MAROC : émeutes, révoltes et grèves.....p.3
FRANCE :
la gauche face aux ouvriers.....p.4
trotskystes, béquille de la gauche....p.4
le mensonge des "mutations technologiques".....p.5
Classe ouvrière, classe immigrée.....p.6
Guerre ou révolution.....p.8

VERS UNE NOUVELLE ESCALADE

Le Moyen-Orient n'a jamais cessé, depuis le début de ce siècle, d'être un champ de bataille des grandes puissances, un terrain privilégié de guerre pour le capitalisme. C'est la guerre que se livrent les deux grands blocs impérialistes qui s'y est poursuivie depuis la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui, le bloc occidental, en repoussant son adversaire, le bloc de l'Est, accentue sa main-mise sur la région. Il vise à la transformer en un bastion militaire face au bloc russe. La "pax americana" parachève une étape de sa stratégie d'élimination de toute présence significative de l'URSS, consolidant sa position, en partie pour compenser et contrer la destabilisation de l'Iran et répondre à l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS. L'invasion du Liban par Israël au cours de l'été 82 et l'installation de troupes américaines, françaises et italiennes s'inscrivent dans cette stratégie où ce sont les populations qui paient le prix de ce jeu sanglant. (REVUE INTERNATIONALE No 31).

■ Depuis 1982, cette stratégie n'a cessé de s'accroître et la main-mise du bloc américain s'est très nettement renforcée dans la région. Tout le batage fait ces derniers mois autour d'un possible retrait d'une partie de la force multi-nationale ou des GI's, masque en fait le renforcement réel des positions du bloc US au Moyen-Orient.

Dans un premier temps, le but "officiel" de sa présence militaire était de préserver et maintenir la "paix" à Beyrouth et dans tout le Liban pour contrer les velléités syriennes et opposer une force militaire cohérente aux différentes fractions libanaises dissidentes -armées le plus souvent par le bloc US lui-même. Au nom de la paix, les Etats-Unis montraient leur détermination à s'installer de plein pied, eux et leurs alliés français, italiens et anglais qui doivent aussi se mouiller et prouver leur soutien au bloc.

Mitterrand déclare au sujet du Moyen-Orient qu'il faut rester et se renforcer ; c'est en effet le véritable objectif de la force multi-nationale, rester pour être sûrs de bien contrôler la situation et se renforcer dans le cadre de l'offensive du bloc de l'ouest tout entier pour étrangler le bloc russe en le limitant à ses strictes frontières continentales.

Avec le double attentat qui atteint les troupes américaines et françaises

restées à Beyrouth, c'est à une nouvelle phase de la politique armée à laquelle on assiste.

Après la période pacificatrice à l'issue de laquelle on aurait pu croire à un retrait au moins relatif des troupes de l'ouest, un nouvel ennemi est désigné : le terrorisme islamique de provenance iranienne. Après le double attentat de Beyrouth de manière assez timide, mais avec les attentats au Koweït, c'est ouvertement que l'Iran est dénoncé par la bourgeoisie comme instigateur de ces attentats. Dès la mi-décembre, les déclarations de fermeté de Reagan, donnent le ton : "La paix et la liberté sont les plus hautes aspirations des américains. Pour cela, nous négocierons, nous ferons des sacrifices mais nous ne capitulerons jamais".

C'est par l'intermédiaire de la France que se fait la réponse armée au "terrorisme iranien" avec le bombardement de deux "écoles" du terrorisme à Baalbeck -réaction de "légitime défense" du bloc. L'Irak bombarde cinq villes iraniennes en réponse "aux crimes iraniens contre plusieurs pays arabes frères", alors que le Koweït accuse aussi l'Iran. Tout cela se veut un avertissement, mais c'est surtout, aux yeux du monde, pour préparer idéologiquement à la nouvelle phase de l'offensive du bloc, la remise au pas de l'Iran.

Avec le second raid -israélien cette

fois - sur Baalbeck qui fait plus de cent morts et 400 blessés, la détermination et l'engagement du bloc dans cette nouvelle phase sont clairs de même que l'utilisation intensive de la propagande dirigée contre l'Iran qui va être effectuée dans le sens d'un redéploiement et non d'un retrait de ses forces militaires. On peut mesurer là l'hypocrisie de la bourgeoisie qui, après avoir dénoncé durant la dernière décennie le terrorisme palestinien comme responsable de tous les maux, s'en remet aujourd'hui à un nouvel épouvantail, une fois l'ancien éliminé, pour justifier sa stratégie et les victimes de celle-ci.

Jusqu'à présent, la remise au pas de l'Iran qui a résisté aux avances du bloc russe -l'élimination du parti stalinien Tudeh le montre- était entravée par le manque de cohésion de l'Etat libanais et donc de l'armée et par la destabilisation constante de la région maintenue par la Syrie. La mise à l'écart de l'OLP, la coopération étroite entre les troupes libanaises et les troupes israéliennes -grâce au soutien des forces de l'OTAN-, l'élimination des points d'appui "intérieurs" de la Syrie au Liban (la réintégration de militaires druzes dans l'armée libanaise), concourent à la cohésion de l'Etat libanais.

A ce sujet, Amine Gemayel dans une interview du 17.1.84 déclare : "Notre nouveau plan de sécurité va assurer la présence et l'autorité de l'Etat sur toutes les régions qui ne sont occupées ni par les israéliens ni par les syriens. Il y a un véritable progrès".

Ce plan de sécurité comprend, outre de nombreuses mesures stratégiques et militaires, la collaboration de fractions dissidentes importantes comme celle de Walid Joumblatt dont le bloc a rabattu les prétentions.

Par rapport à la Syrie, le même Gemayel déclare : "La Syrie est en train de collaborer avec nous pour apaiser les tensions sur le terrain" et en effet la libération du lieutenant Goodman représente un réchauffe-

ment de ses relations avec le bloc américain : et une mise en sourdine de ses prétentions sur le Liban.

Quelles que soient les raisons de la Syrie qui a toujours marchandé avec les deux blocs et quelles que soient les issues des négociations actuelles avec les USA, l'important est pour le bloc de l'ouest que la situation lui permette de se renforcer réellement au Liban.

Dans le cadre de la remise au pas de l'Iran, la guerre Irak-Iran s'est avérée insuffisante pour mettre l'Iran à genoux, aussi le bloc prépare une offensive de plus grande envergure.

L'achat de 35 milliards de francs d'armes à la France par l'Arabie Saoudite donne une nouvelle base plus solide à cette offensive. Ce fabuleux contrat, tout en étant la ristourne à l'Etat français pour son engagement au Liban, montre que le bloc est bien décidé à ne pas mettre en danger les réserves de pétrole gigantesques qui se font en ce moment en Arabie Saoudite d'une part, et d'autre part, que la situation au Moyen-Orient va connaître une nouvelle période de combats encore plus meurtriers que les précédents, avec pour enjeu l'Iran.

Le calme relatif d'aujourd'hui est le calme qui précède la tempête. Le Moyen-Orient va être le lieu d'une aggravation des tensions guerrières et d'instabilité. Le bloc de l'ouest est resté et s'est renforcé au Moyen-Orient pour mieux se lancer dans une phase d'agression impérialiste. Face à cela, le bloc de l'Est, qui s'est considérablement affaibli, ne peut être que dans une position défensive. Ce fait lui-même est loin d'être une augure de "paix" ; bien au contraire, avec l'asphyxie grandissante du bloc russe, c'est vers une tension accrue qu'évoluent les rapports impérialistes entre les deux blocs qui dominent le monde.

P.P.R.

L'OLP : UNE ORGANISATION CAPITALISTE

"Pour le vrai révolutionnaire, naturellement, il n'y a pas de 'question palestinienne', mais uniquement la lutte de tous les exploités du Proche-Orient, arabe ou juif, qui fait partie de la lutte plus générale de tous les exploités du monde entier pour la révolution communiste". (Bilan no 32, 1936, Bulletin de la Fraction Italienne de la Gauche Communiste).

■ Près de 50 ans après, il n'y a toujours pas de "question palestinienne", même avec l'OLP, mais un des temps forts des boucheries impérialistes que se livrent au Moyen-Orient les grandes puissances capitalistes par "petites" nations interposées.

Les récents événements, les derniers avatars de l'OLP, les pérégrinations d'Arafat, viennent arracher brutalement les derniers oripeaux idéologiques dont se couvrait la "libération de la Palestine" pour la révéler dans toute l'horreur de sa réalité de brigandage impérialiste.

La Palestine, enjeu sanglant entre les impérialismes

Pour mieux comprendre le contexte dans lequel l'OLP est née et agit aujourd'hui, retournons un peu en arrière.

En tant que puissances coloniales, le Royaume-Uni gouverna la Palestine, la Jordanie et un grand nombre d'autres pays de la région et la France contrôla le Liban et la Syrie, entre les deux guerres.

Mais de la deuxième guerre mondiale sort un repartage du monde entre les deux nouveaux impérialismes dominants. C'est en fonction de ce repartage entre les deux blocs, l'un dominé par l'URSS, l'autre par les USA, que les rivalités inter-impérialistes vont se poursuivre désormais par petits pays interposés.

C'est ainsi que pour les besoins des deux impérialismes dominants, l'Etat d'Israël a été créé. En 1948 (1), soutenue d'abord par l'URSS et la Tchécoslovaquie -qui espéraient mettre un pied dans la région- puis dénoncée par la suite, la constitution d'Israël s'est faite avec l'aide des USA contre l'occupation britannique. Ce fut également l'expropriation de centaines de milliers de ceux qui allaient devenir les "réfugiés palestiniens", de ceux qui allaient servir de chair à canon pour les menées impérialistes par bourgeoisies locales interposées.

Dès lors, c'est l'époque de la "décolonisation" qui prendra fin avec l'épisode de la guerre de Suez en 1956 où les anciennes grandes puissances coloniales, la France et la Grande-Bretagne sont définitivement remplacées par les deux têtes de blocs impérialistes issus de Yalta : les USA et l'URSS.

Les anciens "protégés" de la France et de la Grande-Bretagne passent soit sous contrôle américain, soit sous l'influence russe. Depuis, les choses sont devenues plus claires : c'est l'ensemble du bloc US face à la Russie.

Durant cette période sanglante des années 50-60, sous l'influence du bloc russe, nationalisme "nassérien" et "baasisme" syro-irakien, de nombreuses petites organisations palestiniennes surgissent. L'OLP voit le jour en 1964 et son armée est mise sous contrôle des pays qui l'ont créée :

Syrie, Irak, Jordanie, Egypte pour les besoins du bloc russe.

L'OLP, un pion sur l'échiquier des deux blocs impérialistes

En 1970, suite à la "guerre des six jours" (1967), les marchandages diplomatiques aboutissent : le plan Rogers (USA) est accepté par Israël, la Jordanie et l'Egypte et rejeté par l'OLP et la Syrie. La Jordanie passe définitivement dans le bloc américain et se débarrasse de l'OLP soutenue par les Russes en bombardant les camps palestiniens se trouvant sur son territoire. C'est ce qu'on appellera les massacres de "septembre noir".

En 1973, un nouveau conflit ouvert éclate entre les deux blocs, par Israël et pays arabes interposés, et c'est le début d'une période où l'influence russe va décroître. C'est l'époque de la guerre du Kippour suivie de la diplomatie des "petits pas" de Kissinger qui mènera le 17 septembre 1978 aux accords de Camp David : l'Egypte s'intègre définitivement au bloc américain. C'est aussi l'époque des tergiversations de l'Irak et de la Syrie, des combines de l'OLP qui manœuvre dans tous les pays arabes au travers de ses multiples composantes, où l'on voit Arafat monter sur le "podium" de l'ONU afin de "légitimer" son organisation.

Les rivalités inter-impérialistes à l'échelle mondiale vont précipiter les événements du Moyen-Orient. En 1979, l'URSS envahit l'Afghanistan, il s'agit alors pour le bloc adverse de faire du Moyen-Orient une forteresse militaire et stratégique et cela lui est d'autant plus nécessaire qu'il a perdu à travers la destabilisation de l'Iran, une de ses pièces maîtresses. C'est d'abord une offensive par pays interposés, l'Egypte tire sur la Libye, l'Arabie saoudite, bailleur de fonds de la Syrie, menace de lui

couper les vivres et renforce son soutien aux frères musulmans contre Assad.

Sous la pression conjuguée des américains et des saoudiens et par Syrie interposée, l'OLP signe un accord de cessez-le-feu avec Israël au sud Liban. Arafat négocie secrètement le plan Fahd avec les saoudiens, plan qui ne verra jamais le jour. Cette première offensive permet en juin 1982 au bloc occidental, par Israël interposée, de purger et de remettre de "l'ordre" au Liban, cela s'appellera cyniquement "Paix en Galilée". Un nouvel ordre politique est instauré dans la région : l'OLP est délogée du Liban, on instaure -sous contrôle occidental- le régime des Gemayel, les forces militaires de l'OTAN s'installent définitivement après le macabre scénario des massacres de Sabra et Chatila ; la Syrie est acculée, par la destruction de son aviation et d'une partie de ses blindés à se soumettre à la négociation occidentale.

Au fur et à mesure que l'URSS perd des positions au Moyen-Orient, on a assisté à l'abandon progressif de l'OLP par tous "ses amis" et "protecteurs", le surgissement au grand jour des tendances pro-américaines du Fatah ainsi que son éclatement. En effet les derniers massacreurs des palestiniens, ce sont les palestiniens eux-mêmes. Dans les rues de Tripoli, nous avons assisté à la lutte fratricide entre deux fractions palestiniennes. Que l'une reçoive le soutien ouvert de la Syrie, que l'autre semble bénéficier de la sympathie platonique du bloc occidental, ne fait que renforcer la réalité de ce conflit : la lutte des deux blocs impérialistes pour le contrôle de la planète.

L'OLP, une organisation bourgeoise

L'OLP est une mosaïque d'organisations représentant des intérêts impé-

suite p.7

DE LA CRISE ECONOMIQUE A LA CRISE SOCIALE

(suite de la p.1)

L'édifice se lézarde

Après avoir tremblé en 1980 devant le mouvement ouvrier en Pologne, qui tirait sa force de son caractère de masse, la bourgeoisie mondiale a bénéficié d'un répit momentané. Confrontée à la vague de grèves de la fin des années 1970 (en particulier sidérurgistes à Longwy-Denain en France et en Grande-Bretagne, dockers en Hollande), la bourgeoisie a utilisé ses forces d'encadrement de gauche : puisque l'heure n'était plus aux promesses, les syndicats et la gauche sont devenus des "oppositionnels" aux gouvernements en Grande-Bretagne, aux Etats-

Unis, en Hollande, en Belgique, en Allemagne. La gauche et les syndicats ont tenté de "prendre en charge le mécontentement".

En pleine période d'accélération de la crise économique, cette tâche est devenue de plus en plus difficile. L'effet de surprise qu'ont pu provoquer la gauche et les syndicats en passant d'une politique de "mesures sociales" au gouvernement à une politique d'"opposition" ne joue plus aussi efficacement après quatre années d'expérience de cette attitude. Les grèves se développent, passant outre les consignes syndicales, les débandant, parfois s'affrontant à elles.

L'attitude de la gauche dans les pays où elle est au pouvoir, comme en France ou en Espagne, contribue largement à encourager les ouvriers à s'en méfier. En Espagne, depuis l'automne 1983, les sidérurgistes ont affronté le gouvernement "socialiste" qui tente d'imposer des licenciements massifs. Ils ont été relayés par les ouvriers des chantiers navals en janvier 1984. La "République de gauche" n'a pas hésité à faire tirer sa police contre les sidérurgistes, comme en France, elle a basement utilisé les milices patronales contre les grévistes et fait sortir les ouvriers vaincus entre deux rangées de CRS.

Des luttes qui tendent à s'étendre et à s'auto-organiser

Aux deux pôles du monde, les mouvements ouvriers tendent à être de plus en plus massifs : dans les pays sous-développés, comme en Tunisie ou au Maroc, des centaines de prolétaires manifestent dans plusieurs villes contre les hausses des prix ; dans les pays parmi les plus industrialisés, comme la Hollande ou la Belgique, plusieurs milliers de travailleurs paralysent pendant plusieurs semaines tous les "services publics" en refus des baisses de salaires décidées par l'Etat.

GREVES, REVOLTES, EMEUTES AU MAGHREB

■ Coup sur coup, les émeutes, révoltes et grèves du Maroc après la Tunisie sont venus rappeler que les affrontements militaires n'étaient pas la seule réalité des pays bordant la Méditerranée du Moyen-Orient à l'Afrique du Nord.

Alors que l'instabilité militaire et les affrontements guerriers ont dominé toute la situation de cette partie du monde depuis des mois et des mois, les révoltes en Afrique du Nord viennent rappeler avec force que la crise mondiale ne contient pas une seule alternative, la guerre et l'enrôlement des populations dans les massacres.

Il est vrai que le caractère "émeutier", les pillages ou la destruction systématique des richesses auxquelles on ne peut et ne pourra jamais accéder, magasins, voitures et tout ce qui représente un ordre d'où l'immense majorité de la population est exclue des moyens élémentaires de la vie, l'alimentation pour commencer, est dominant. Mais la révolte est générale, elle inclut aussi les ouvriers des mines de Tunisie ou du Maroc, même si ceux-ci sont nécessairement minoritaires par rapport à l'immense masse sans aucune ressource croupissant dans les ghettos hypertrophiés des grandes villes.

Par son contenu, dans ses expressions dominantes, la lutte de classe dans ces pays périphériques est à l'évidence incapable d'être à l'initiative d'une offensive généralisée contre la bourgeoisie mondiale et de dégager une perspective face à la catastrophe économique mondiale. Mais cette lutte de classe illustre néanmoins une situation mondiale globale où l'instabilité sociale et le craquellement des structures sociales devient une situation chronique qui va toujours plus s'accroissant, s'empirant et se généralisant.

Dans cette situation mondiale, il n'y a plus guère que les centres des métropoles industrialisées qui parviennent à maintenir un minimum d'ordre et de stabilité sociale, mais pour combien de temps encore ? Là est le noeud du problème. Partout ailleurs, dans tous les continents ravagés de plus en plus par les famines et les guerres, où la force de travail est soumise à des conditions d'exploitation difficilement imaginables, les révoltes et les soulèvements sociaux massifs sont de plus en plus rapprochés quand ils ne se superposent pas.

Une situation économique sans perspectives

Pas plus que les affrontements militaires qui liment le Moyen-Orient ne sont le produit de la situation locale, les révoltes et les émeutes de Tunisie ou du Maroc ne sont déterminées par une situation économique particulière. La crise économique qui est à la racine des larges mouvements en Tunisie ou au Maroc est une expression caricaturale de la crise mondiale qui aujourd'hui galope sur tous les continents. Elle est non seulement le pur produit de la situation économique mondiale, mais de plus en plus elle en montre l'acuité avec une dimension essentielle : elle ne présente du point de vue économique aucun avenir et ne peut se traduire qu'en crise sociale extrême-

ment grave.

Nous n'avons pas l'ambition de présenter ici un tableau exhaustif de la situation économique des pays du Maghreb, seulement quelques aspects significatifs pour illustrer le manque total de perspectives et ses liens directs avec la situation mondiale.

Les causes directes des émeutes, vagues de grèves et révoltes en Tunisie comme au Maroc sont la hausse des prix des denrées alimentaires, conséquence des plans économiques imposés par le Fonds Monétaire International. Au Maroc déjà, la politique économique de restriction dictée par le FMI en 78 et reconduite en 81 avait conduit aux émeutes dites "émeutes de la faim" à Casablanca en 1981.

En deux ans, la situation n'a fait qu'empirer.

Dans les deux cas, au Maroc comme en Tunisie, les hausses extrêmement importantes des prix des denrées alimentaires de base, dues à la baisse des subventions de l'Etat, interviennent dans une situation où déjà plus de 45% de la population est en dessous du seuil de pauvreté.

La sécheresse de l'an dernier n'est pas la cause des graves difficultés alimentaires du Maghreb. Celle-ci n'a qu'exacerbé une situation directement déterminée par la surproduction mondiale. Depuis 1982, l'exportation des produits agricoles, pour prendre l'exemple du Maroc, a chuté de 45%. Le marché européen, principal débouché, était lui-même saturé. Des milliers de petits paysans, devenus ouvriers agricoles dans les années 70 par la transformation de l'agriculture en agriculture orientée vers l'exportation, se sont retrouvés soudain sans aucune ressource et ont rejoint les ghettos des villes où aujourd'hui ils s'entassent dans une misère noire par dizaines de milliers (50 000 à Casablanca). Les frontières des pays développés dorénavant fermées ont bloqué l'immigration et la rentrée de devises. En Tunisie, en Algérie ou au Maroc, ce qui n'a fait que renforcer l'exode rural pour beaucoup de villageois vivant de ces subsides.

Les autres volets de l'activité économique sont tout autant catastrophiques. En fait les seules sources de richesses provenaient de l'exploitation des matières premières, le gaz pour l'Algérie, le cuivre pour la Tunisie, le phosphate pour le Maroc. La hausse générale du prix des matières premières dans les années 70 faisait de cette exploitation une source de rentrée de devises non négligeable. C'est sur cette base que tous ces pays ont mené une politique d'emprunts internationaux qui les a conduits à l'endettement colossal actuel.

Aujourd'hui, non seulement la chute du prix des matières premières due à la récession mondiale, a éliminé la seule source de rentrées de devises, mais de plus, la dette, libellée en dollars, a été doublée par la flambée de celui-ci. Comme si tout cela ne suffisait pas, le poids des dépenses d'armement est venu donner le coup de grâce.

Pour ne prendre que l'exemple le plus parlant, celui du Maroc : la guerre que se livrent indirectement depuis des années l'Algérie et le Ma-

roc pour un bout de désert n'a rien à voir avec les affrontements militaires au Moyen-Orient : ici, ce n'est pas une question de stratégie et d'affrontement entre les deux puissances mondiales. Dans les années 70, cette guerre constituait même une bonne aubaine pour Hassan II, roi du Maroc. Elle lui permettait, à peu de frais, de réaliser l'union nationale derrière lui, en attirant les idéologies nationalistes partagées aussi bien par les stalinistes que les socialistes. Et, chose non négligeable dans un pays où l'armée constitue la seule véritable force organisée, pilier essentiel de l'Etat, elle lui apportait le soutien des cadres de l'armée, à qui il offrait la possibilité de se tailler une carrière.

Mais peu à peu, la guerre n'amenant jamais la paix, les frais de cette guerre sont devenus immenses, à cause d'un engagement de plus en plus important, pour aboutir à la situation actuelle où le poids des dépenses militaires absorbe 50% du budget de l'Etat marocain et précipite la faillite de l'économie.

- crise agricole, famines et exode rural massif,
- arrêt total de l'émigration et de rentrée des devises qui lui était liée,
- incapacité de rembourser ses dettes, ses intérêts, qui ont doublé, sinon triplé,
- surproduction générale des matières premières,
- poids immense de l'armement.

De quelque côté qu'on se tourne, la situation des pays du Maghreb exprime l'échec croissant de la politique mondiale et un manque total de perspective pour les années à venir.

A une échelle très réduite mais qualitativement identique, le Maghreb devient pour l'Europe et en particulier pour la France ce que l'Amérique du Sud est pour les USA : la faillite de sa "banlieue". Ce qu'hier la gauche et Mitterrand en tête, reprochait aux USA et à la politique de Reagan en Amérique du Sud, est en train de se reproduire au Maghreb. La gauche ne peut que soutenir des Etats impitoyables qui, en pleine décomposition, ne se survivront que par les moyens d'une répression féroce.

Hier, la Tunisie et le Maroc, demain l'Algérie : dans les mois à venir, cette situation ne pourra qu'empirer.

La situation des pays du Maghreb dépend essentiellement de la situation mondiale et directement de la situation en Europe. Ce n'est que le développement de la lutte de classe ici qui pourra ouvrir une perspective à ces révoltes. Par contre, par la pression qu'elle exerce sur la bourgeoisie européenne, cette situation sociale faite de révoltes de plus en plus massives et fréquentes, participe à ce processus accéléré de déstabilisation des pays européens, qui ont déjà fort à faire du point de vue économique, social et militaire.

La presse constate, les journaux commentent. Nous, nous ne pouvons que déclarer notre solidarité et notre sympathie aux grévistes et émeutiers de Tunisie ou du Maroc.

M.Prénat.

Dans tous les pays, les mouvements tendent à prendre des formes difficiles à contrôler. Même en Suède, pays de l'encadrement social "réussi", cette poussée se manifeste : en décembre 1983, les syndicats locaux des mines de Kiruna ont appelé à un jour de grève des travailleurs de surface : dans la journée, la grève s'est étendue non seulement aux mineurs de fond, mais aussi aux transporteurs, rencontrant un écho dans le port de la région à quelques 400 kilomètres de là.

En Grande-Bretagne (où le chômage atteint parfois 50% dans des villes comme Liverpool), les syndicats ont eu fort à faire à l'automne 1983 avec les 65000 ouvriers des chantiers navals qui ont rejeté un de leurs "accords" (prévoyant une grosse hausse de productivité en échange d'une misérable augmentation de salaires) : dans le nord et dans le sud du pays, ont éclaté alors simultanément des grèves spontanées, malgré la menace de fermer les chantiers. 15000 mineurs se sont mis en grève "illégal" contre le licenciement d'un ouvrier malgré les tentatives des syndicats de calmer la situation ; et en Ecosse, les ouvriers d'une plateforme pétrolière organisaient des piquets de grève de 600 personnes, défiant les tentatives de la police de les limiter au nombre légal de 6. On pourrait en citer bien d'autres : l'Espagne, où les sidérurgistes ont débordé les syndicats, cherchant à sortir de "leur région" pour aller chercher la solidarité d'autres ouvriers. La France où les syndicats ont eu bien du mal à faire reprendre le travail aux employés des tris postaux et se sont heurtés à la colère des ouvriers de Talbot (voir article dans ce numéro). La Belgique, où les grèves étaient parties comme une trainée de poudre, s'étendant à tous les secteurs, à Charleroi, et aux cheminots de Bruxelles à Anvers, en deux jours. La Hollande, où les syndicats ont appelé à la grève générale dès le début du mouvement, pour éviter que le feu de la poudre ne suive le même chemin.

Ces exemples ne sont pas toujours spectaculaires. Mais c'est à travers ces luttes que la classe ouvrière réapprend sa force.

En commençant à refuser massivement les sacrifices exigés pour la survie de l'économie capitaliste, la classe ouvrière, même si elle n'en a pas encore clairement conscience, remet en question les rapports sociaux sur lesquels est actuellement basée la société toute entière. Dans ce combat, les ouvriers des pays industrialisés ont un poids déterminant : la bourgeoisie le sait, et c'est pour cela qu'elle essaie d'éviter par tous les moyens l'affrontement direct. C'est sur les ouvriers des pays industrialisés que repose en majeure partie la production mondiale ; ils sont nombreux, concentrés, et ont trop d'expérience derrière eux pour accepter n'importe quelle explication à la crise, se laisser enfermer dans la religion ou croire en la démocratie.

Dans les combats à venir, ils se heurteront forcément aux armes de la bourgeoisie la plus puissante du monde : autant à ses forces de répression qu'aux chevaux de Troie qu'elle introduira dans le mouvement ouvrier. Mais c'est dans ces combats que se crée la possibilité de rompre avec cette société de plus en plus pourrie, de plus en plus aberrante ; c'est dans ces combats que se construit la possibilité d'une révolution plus que jamais nécessaire.

■ "...A l'heure où la crise économique atteint maintenant de plein fouet les métropoles du capitalisme, la bourgeoisie ne peut plus différer ses programmes d'austérité, ni les étaler dans le temps. La classe exploiteuse est obligée de plus en plus d'attaquer toutes les fractions du prolétariat en même temps, au cœur du monde industriel de la vieille Europe. Ainsi, la classe ouvrière est de plus en plus poussée à exprimer à une échelle toujours plus massive ses réserves de combativité." (Revue Internationale n°36, 1er trimestre 1984). Partout, les termes "hausse des prix", "pénurie" et "licenciements" reviennent invariablement à la une de l'actualité. Jamais période historique n'a connu une telle inflation de ces termes. De New-York à Moscou, de Paris à Tunis, jamais la bourgeoisie n'a été autant obligée d'en référer à la réalité économique drastique de son système en crise. Sous-jacent au langage de propagande guerrière, ce discours de guerre économique tend de plus en plus à prédominer, mais en même temps à se poser concrètement en termes de guerre sociale au grand dam de toutes les fractions bourgeoises.

L'effondrement économique révélateur

Comme le reste de la bourgeoisie mondiale, le gouvernement de gauche en France est en train de purger, ou tout au moins de tenter de purger tous les secteurs de la vie économique par le sacrifice du niveau de vie et des dizaines de milliers d'emplois. Pratiquement partout : dans la sidérurgie, l'énergie, la mécanique, la construction navale, les charbonnages, l'automobile, le bâtiment, les travaux publics. Pratiquement partout ont été préparés de longue date des plans de licenciements de façon à éviter qu'ils ne s'appliquent de façon simultanée. Mais des retards considérables ont été pris par la gauche pour reculer les "échéances sociales" en sachant que tôt ou tard, il faut essuyer les plâtres de la lutte de classe. Des retards sont encore pris pour maintenir de grosses entreprises et éviter les explosions en chaîne, non pas dans l'intérêt des ouvriers, mais pour la préservation de l'Etat capitaliste. Les échéances semblent repoussées temporairement dans les chantiers navals, dans l'automobile chez Renault... mais pour très peu de temps. L'année 1983 a vu plus de 20000 faillites d'entreprises et une tendance à ce que les plus grandes d'entre elles

soient de plus en plus en difficulté, comme c'est le cas de Talbot. Le financement par l'Etat des entreprises qui sont tenues à bout de bras est limité par l'endettement pharamineux de la France et les conseils appuyés du Fonds Monétaire International. Les échéances se rapprochent : la bourgeoisie française - gouvernement de gauche ou pas - doit "rattraper" le niveau d'austérité des autres pays qui l'entourent. Cette situation ne permet déjà plus au gouvernement de gauche de diversifier ses attaques suivant les régions, ni surtout de contourner les problèmes de la région parisienne, première concentration industrielle et prolétarienne du pays.

Depuis mai 1981, la gauche avait contribué à une montée croissante du chômage ; elle est contrainte de prendre à présent la responsabilité d'une explosion massive du chômage. La gauche a commencé les licenciements par des expulsions répétées de travailleurs immigrés et des mises en pré-retraite, c'est insuffisant. Pour cette année, il faut s'attendre à près de 500000 licenciements dont ceux de Talbot ne sont que le début.

Les "reniflements" de la bourgeoisie française

Les tentatives de dérivation de la responsabilité de la gauche dans son ensemble sont ridicules : les attentats terroristes et l'affaire des "avions renifleurs" ne font que révéler ce que sont les moeurs et les combines de la bourgeoisie. C'est bien la gauche qui est au gouvernement de l'Etat capitaliste ! Ce sont des ministres soi-disant socialistes, soi-disant communistes, qui participent à l'effort de guerre du bloc impérialiste de l'Ouest, tout en parlant de paix : double langage !

Ce sont ces mêmes ministres qui organisent les plans de licenciements, tout en rejetant la responsabilité sur la crise, comme s'ils n'étaient pas les

premiers à cacher la nature profonde de cette crise en fixant l'attention sur des problèmes de "gestion" : double langage ! Quand la gauche était dans l'opposition, elle niait la crise économique et prétendait la résoudre une fois la victoire électorale acquise (1). Dans son opuscule "Changer de cap" en 1971, le PCF promettait : "...le blocage de certains prix essentiels (loyers, denrées de grande consommation, produits de santé, transports)." Aujourd'hui, Mauroy peut tenter d'esquiver l'accusation de co-responsabilité avec la droite de gestion du capitalisme en crise, qui peut-il convaincre en déclarant sagement à Libération, ce journal gauchiste pro-gouvernemental : "Nous oeuvrons pour une mutation vers une France moderne et industrielle... Ce n'est pas la gauche qui a inventé la crise. Elle la subit au nom d'un modèle qui n'est pas le sien." (23/1/84).

Ces histoires de mutation industrielles sont de la blague ; le capitalisme français, comme l'ensemble du capitalisme mondial à l'Est comme à l'Ouest, n'est pas en train de sortir de la crise mais au contraire de s'y enfoncer.

La gauche est en train de saboter elle-même ses anciens discours de "progrès social" et de "marche au socialisme", au point que la droite joue les conseillers du prince ; Chirac se félicite des lois Auroux qui ont pour but essentiel un renforcement de l'emprise syndicale contre les travailleurs, et Barre ne cesse de s'inquiéter de la faiblesse de ces mêmes syndicats. Le PCF est coincé comme tous les autres partis par la situation créée accidentellement le 10 mai 1981 : quitter ce gouvernement d'austérité contre les travailleurs démontre que les discours prometteurs sur une gestion de la gauche sont un pur bluff capitaliste. Même s'il retourne dans l'opposition, après de grandes grèves contre une situation dont ils sont les co-responsables, son crédit auprès des travailleurs est irréversiblement entamé. La CGT et le PCF ont fait machine arrière dans leurs déclarations à propos de Talbot mais à

bon compte puisqu'ils avaient fait avaliser les licenciements avant. Et l'ambiguïté persiste dangereusement, le PCF à travers Marchais lève la main droite et jure : "plus un licenciement, pas un chômeur de plus", mais de l'autre main, avec les camarades ministres, il ouvre la porte à de nouveaux licenciements. Marchais reflète bien le gâchis dans lequel est fourrée toute la bourgeoisie française : "Le plus simple serait de quitter le gouvernement. Mais cela ne réglerait rien. Nous disons au contraire à nos partenaires : il faut corriger le tir..." (FR3). Même quand le PCF menace de passer à court terme fièrement dans l'opposition, il sait qu'il ne peut risquer de faire s'effondrer le château de cartes. Quand Paul Laurent déclare que le gouvernement est "timoré", l'ennui est que le PCF est encore plus timoré à l'idée de repasser dans l'opposition après une aussi fidèle participation gouvernementale.

Lorsque le grand mot de "concertation" est rabâché à satiété sur les ondes, les regards se tournent vers les syndicats qui ne sont guère mieux lotis. Les rangs s'espacent toujours plus et les défilés syndicaux empruntent des rues de plus en plus étroites. Les grévistes de Talbot n'ont pas daigné venir aux manifestations organisées en leur honneur par le principal syndicat briseur de grève : la CGT ! La CFDT n'a pas recruté sur les brisées de la CGT : personne n'a oublié qu'il s'était prononcé pour une "nouvelle rigueur" début 83 !

Début janvier, le PCF a tenté, après le coup monté par le gouvernement pour évacuer les grévistes à Talbot, de donner des mémoires que la CGT avait NEGOCIÉ préalablement quelques mois avant les licenciements et RATIFIÉ ceux-ci fin décembre aux côtés des patrons et du gouvernement. Il a donné le la en fustigeant "l'erreur grave constituée par la signature d'un accord avec le groupe PSA sans négocier avec les représentants des travailleurs". ("L'Humanité" du 10-01). La CFDT s'est empressée à son tour de dénoncer "l'absence" de concertation. Malheureusement, Mauroy fait une gaffe quelques jours plus tard en déclarant à Libération : "Franchement, la phase de négociations syndicales actuelle pour les charbonnages, la sidérurgie, etc...était prévue" (23-01). La gauche a beau souffler sur le froid ou sur le chaud, tantôt pousser des cris d'alarme sur les licenciements massifs en vue, tantôt faire croire qu'elle va limiter les dégâts, les dégâts sont là : économiques mais aussi et surtout politiques. Quand la gauche parle de combattre le chômage, elle licencie ! Elle représente le capitalisme !

L'enjeu de la confrontation sociale

Le beau rêve de "trêve des classes" de Mitterrand s'est évanoui. Les masques tombent parce que le bal est mal organisé. L'instabilité de la situation de la bourgeoisie en France permet à la classe ouvrière de mieux identifier TOUS ses ennemis et surtout le jeu qu'ils parodient. La grande mystification de l'alternative de gauche à la droite s'est effondrée : ce n'est pas d'un "changement de société", de "changer la vie" qu'il s'agit, mais de maintenir le capitalisme. La gauche se félicite de l'exploitation et crie : "vive le salariat" ! Cette réalité mise à nu a des conséquences extrêmement importantes pour le prolétariat. Elle mène à une remise en cause profonde de l'idéologie de gauche qui a pour fonction depuis plus de 60 ans de paralyser la prise de conscience chez les ouvriers de la nécessité et de la possibilité de la destruction du capitalisme, de la révolution au point même de faire oublier la vague révolutionnaire de 1917-1923 et ses enseignements. Cela ne signifie pas que la révolution va commencer en France, mais qu'un processus de dégageant de la classe ouvrière de l'encadrement des forces politiques et syndicales de gauche, plus marqué que dans les autres pays, va se développer avec la multiplication des grèves tendant à l'extension et à la coordination des luttes, qui vont surgir simultanément dans les grands secteurs ouvriers. Un tel processus aura inévitablement des répercussions internationales, car la lutte contre la gauche ouvre la voie à des affrontements de classe décisifs pour un véritable changement de société, posant à terme la question de la révolution.

A.C.

Notes :

(1) Voir article "La gauche et les syndicats font passer les licenciements", R.I n°114.

TROTSKYSTES : LES BEQUILLES DE LA BOURGEOISIE

■ "Patronat, gouvernement, centrales syndicales répètent la pièce qu'ils joueront en 84 contre tous les travailleurs" n'hésite pas à titrer Lutte Ouvrière dans son n°814 à propos des événements de Talbot-Poissy sous la plume d'Arlette Laguiller, la présidentiable du premier tour des élections de 1981, porte-parole de l'organisation qui appela à voter à gauche au second tour et qui "comprend" la politique du PCF lorsqu'il intervenait au bull-dozier contre un foyer d'immigrés à Vitry. Ce sont cette même gauche et ce même PCF qui licencient en masse aujourd'hui ! Car deux ans de gestion capitaliste, même lorsqu'elle est menée par des "représentants ouvriers" qu'ils soient "dégénérés" ou "mis au pied du mur" par les organisations trotskystes, ça use. Le discrédit politique de la gauche, la désertion syndicale, le mécontentement à la base, en tant que conséquences, n'ont pas échappé à LO qui, d'un soutien critique à la gauche, est passée aujourd'hui à une critique "radicale" de celle-ci pour mieux enfermer les ouvriers dans la logique syndicaliste - logique capitaliste-. Ce virage, amorcé lors de la fête LO-LCR de mai 1983 (1), ne peut qu'être amplifié face à une réelle combativité ouvrière. Car dans cette situation, la bourgeoisie comme un tout ne reste pas inactive et tente d'utiliser au mieux les cartes de son jeu dont les gauchistes et les trotskystes en particulier sont partie intégrante.

leur pratique ...

Minoritaires, cela ne les empêche pas de jouer un grand rôle sur le terrain de la lutte des classes dès lors que celle-ci tente à s'affirmer. Présents et le plus souvent animateurs de

sections syndicales, la critique des structures au sein desquelles ils travaillent ainsi que leur radicalisme de mots leur permet de concourir de l'intérieur à l'épuisement de la combativité ouvrière. Ils sont les sangsues des luttes.

LO, toujours dans son numéro 814, écrit entre autre à propos de Talbot : "Sur place, les travailleurs n'ont pu compter que sur une fraction des militants de la CGT et sur les militants locaux de la CFDT". Le but est clair : faire accréditer l'idée auprès d'une classe ouvrière qui tend à se dégager de l'emprise syndicale ce que seraient ses "nouveaux amis". Que ce ne soit pas LO qui ait joué le premier rôle à Talbot mais plutôt la LCR ne change rien dans le fond.

Grangier, de son côté, chef CFDT de la Métallurgie, questionné par un journaliste des "Nouvelles", avoue : "Il n'y a pas eu le moindre tiraillement entre la section syndicale, l'Union parisienne, la fédération et la confédération. Ce qui était en jeu dans ce conflit était suffisamment unifiant pour effacer certaines divergences". Peut-on être plus clair ?

Si en effet à Talbot, la CGT avait "choisi" le langage de la raison d'Etat, c'est à la CFDT, tout comme à Longwy en 1979 qu'ont été dévolus radicalisme et jusqu'aboutisme : Noual, ténor par nécessité de la section CFDT de l'usine a comme lieutenant Parson, militant de la LCR. C'est cette même CFDT, en contact permanent avec le Préfet tout au long de la grève qui appellera les CRS pour faire évacuer l'usine !

La bourgeoisie peut pousser le cynisme plus loin encore si la nécessité s'impose : la présence de Richter, délégué syndical et gauchiste notoires de Renault, omniprésent à Talbot au cours de cette lutte, serait là pour le prouver. La solidarité bourgeoise du dévoiement et du sabotage est une réalité.

dans l'art du dévoiement

Reprenant les préoccupations ouvrière-

res plus ou moins affirmées du moment, les gauchistes les caricaturent, les vident de leur sens, les dévient sur le chemin de l'impasse.

Au besoin de la généralisation exprimé, même confusément, à Talbot, ils répondent par des expéditions, des motions de soutien émanant... de responsables CGT ou CFDT !

Au besoin de solidarité active, ils répondent par des collectes, par l'envoi "massif" de cartes postales de soutien !

Au besoin de la classe ouvrière de s'affirmer politiquement, ils répondent par l'envoi de télégrammes aux Mitterrand-Deferre et émanant des mêmes syndicats CGT-CFDT !

Au besoin de l'auto-organisation en assemblées générales, ils poussent à la création d'un comité de grève regroupant pour l'essentiel des délégués de chaîne, plus près de la base, entrés en dissidence syndicale et rendant leur mandat aux syndicats de tutelle : en clair, une coquille vide et étrangère aux besoins de la classe.

Voilà le vrai et sale travail de la LCR à Talbot.

Le PCI (ex-OCI), quant à lui, conserve la ligne et n'hésite pas à prôner sans vergogne la nécessité de faire pression sur les "députés ouvriers" élus au Parlement !...

Par delà les nuances adoptées par tel ou tel groupe trotskyste, leur rôle contre-révolutionnaire se doit d'être dénoncé avec la plus grande vigueur. Car aujourd'hui, avec la gauche au pouvoir et des structures syndicales mises à mal, une lourde responsabilité pèse sur leurs épaules : l'enfermement de la classe ouvrière dans la logique capitaliste.

A celle-ci, par sa conscience et ses luttes de démasquer ces ennemis sournois et pernicieux !

F.B

(1) Voir dans Révolution Internationale n°111, l'article "Des critiques aux syndicats pour renforcer le syndicalisme."

APRES LA GREVE A TALBOT, QUELLES PERSPECTIVES ?

(suite de la p.1)

Un sabotage concerté

C'est qu'à l'encontre du spectacle qui nous était offert, la lutte des ouvriers de Talbot-Poissy démontre la force de la pression exercée sur la bourgeoisie. La résistance et la combativité ouvrières ont à chaque moment du conflit contraint la bourgeoisie à jouer sur de nouvelles manœuvres pour prévenir le risque potentiel d'auto-organisation et d'extension de la lutte. La bourgeoisie avait pourtant planifié son programme de licenciements, choisi ses premières cibles et minutieusement préparé le terrain politique pour désamorcer les réactions ouvrières : ainsi, lors des grèves du printemps et de l'automne 1982, la CGT, sous l'impulsion des lois Auroux sur la démocratie syndicale, avait été intronisée syndicat majoritaire à Poissy, brisant le monopole du syndicat-maison, l'ex-CFT devenue CSL, qui ne pouvait prétendre contrôler la situation face à des licenciements déjà prévus. De plus, une campagne active avait été développée autour de Poissy, mais aussi de Citroën-Aulnay à l'époque, et où les grèves étaient accusées par le premier Ministre Mauroy d'être manipulées par "l'intégrisme musulman".

Tout est mis en œuvre pour isoler les ouvriers immigrés du reste de leur classe et pour leur réserver la "priorité" dans les charrettes de licenciements sans que cela fasse trop de vacilles. C'est dans ce contexte que la bourgeoisie avait choisi Talbot-Poissy comme première cible de ce qu'elle baptise cyniquement "dégraissage des sur-effectifs" dans la région parisienne. Pourtant, c'est prudemment et à pas comptés que la bourgeoisie a abattu ses cartes : depuis l'annonce, dès juillet 1983, du plan de licenciements, direction de Talbot et gouvernement, et à l'intérieur du gouvernement ministère des "affaires sociales" (du "socialiste" Beregovoy) et ministère de "l'emploi" (du "communiste" Ralite) se sont renvoyés l'ascenseur du dossier en se déchargeant mutuellement de la responsabilité des licenciements.

Dans la même ligne, la direction de

Peugeot-Talbot n'a avancé le chiffre de 2905 licenciements que pour que le gouvernement présente les 1905 licenciements définitifs comme "produit d'un accord exemplaire", "un acquis positif" conquis de haute lutte par un gouvernement "responsable" et "ami des ouvriers" face à une direction flanquée de son syndicat-maison, la CSL, assimilée à la droite aux actions et aux discours "irresponsables" et "inconséquents". C'est pourtant cet accord que les ouvriers ont rejeté spontanément, bien que de manière inorganisée. Les ouvriers ont répondu par l'occupation de l'usine.

C'est alors que pour diviser les ouvriers et freiner toute dynamique d'auto-organisation la bourgeoisie a monté le spectacle de la division syndicale : alors que jusque là tous les syndicats avaient pleinement participé durant une dizaine de jours à toutes les négociations "tripartites" - contrairement aux assertions et protestations ultérieures comme celles de la CFDT -, la CFDT reste à l'écart de la signature de l'accord du 19 décembre, contresigné par toutes les autres confédérations syndicales, et monte au créneau présentant une option "radicale" et "sans concessions", reprenant à son compte la revendication des ouvriers les plus déterminés : "zéro licenciement", et la dénonciation de la CGT, alors que jusque là on ne l'avait pratiquement pas vue dans la grève. Elle crée avec l'aide des trotskystes de service (la LCR) un comité de grève bidon qui s'attache avant tout à ne rien organiser, mais à braquer la polémique sur les "critiques" de la CGT (Lire article dans ce numéro). Quand on sait, quand on a vu le souci de la CFDT à l'issue du conflit de se replacer bien vite dans le sillage de l'action gouvernementale, en réaffirmant la nécessité de "régler la question des sureffectifs", on voit ce que vaut cette "radicalité". Sa mise à l'écart de l'accord du 19 décembre était pleinement concerté pour encadrer le mécontentement ouvrier ainsi qu'en témoigne Maire au micro de France-Inter : "On nous a traité d'irresponsables, mais que se serait-il passé si

nous n'avions pas été là ?

Parallèlement, la CGT clame partout que l'accord est une "victoire ouvrière" et va exhorter jusqu'au bout les ouvriers au "réalisme" et à la reprise du travail. Jusqu'à la fin de la grève, toute intervention des délégués cégétistes sera conspuée ; ceux-ci se font traiter de "vendus" et de "briseurs de grève" et sont quasiment contraints de disparaître de la scène.

Contraints par la dynamique ouvrière, les syndicats ont dû faire venir d'autres usines des dirigeants syndicalistes vedettes comme le cégétiste Akka Ghazzi de Citroën ou le cégétiste Richter de Renault pour mimer aux yeux des grévistes une parodie de solidarité ouvrière, de fausse extension, en l'absence de luttes ouvrières déclinées à Renault ou à Citroën. Le pseudo "comité de grève" (en fait la CFDT) jouait un rôle complémentaire pour éliminer, comme aux PTT récemment, tout processus d'extension véritable du conflit hors de l'usine pour isoler les grévistes, les poussant à l'occupation minoritaire, à l'enfermement dans l'atelier B3 qui allait être bientôt transformé en camp retranché.

En même temps, on assistait à une gradation dans le chantage de la direction et du gouvernement pour tenter de susciter une division entre licenciés et non licenciés. Si pendant les fêtes de fin d'année, les ouvriers non directement touchés par les mesures de licenciements ont été mis en chômage technique payé, pour les isoler au maximum des ouvriers licenciés, avec l'occupation de l'usine, c'est un chantage à la fermeture de l'usine qui a été utilisé. Après la réoccupation de l'entreprise par les ouvriers, au lendemain de leur évacuation par les CRS, c'est le lock-out non payé de l'ensemble des métallos et, coup de bluff ultime auquel participent les syndicats, on fait courir le bruit de la revente et de la liquidation imminente de la marque Talbot. Ce qui ne pouvait suffire pour réduire la détermination de ceux qui déclaraient : "Que Talbot crève, on s'en fout ! nous, on

est déjà morts". "Contrats de formation", magouilles syndicales, chantages à la liquidation de Talbot voués à l'insuccès, on cherche à réactiver le "problème immigré" et, sous prétexte que 80% des licenciements visaient des travailleurs immigrés, on cherche à faire apparaître la lutte de Talbot comme un cas particulier, comme une lutte d'immigrés, tout en tenant compte du ras-le-bol exprimé par l'ensemble des ouvriers. Des délégués de chaîne dissidents de la CGT déclarent lors d'une conférence de presse : "Si vous ne voulez plus de nous, payez nous 20 millions de centimes et on s'en va".

Alors que la bourgeoisie, qui en avait à peine concédé 5 aux sidérurgistes de Lorraine en 1979, ne pouvait s'approprier à lâcher les 20 millions réclamés, c'est le thème du départ qui a été immédiatement happé, capté, transformé en message à audience nationale. Mais le moment était bien mal choisi : les émeutes récentes en Tunisie et au Maroc et leur féroce répression se sont chargées de crever cette baudruche.

Un objectif manqué !

Mais le problème pour la bourgeoisie, c'est que Talbot est loin de représenter un "cas particulier". Bien sûr, elle a réussi à imposer ses objectifs économiques immédiats, à obtenir une précaire victoire qui a permis l'évacuation de l'usine de Poissy et la reprise du travail. La bourgeoisie sait maintenant qu'elle n'est pas en état de mettre en place de tels licenciements sans connaître, comme l'évoquait un article du "Monde" du 24/01, "de graves problèmes" car "c'est le 'corps de bataille' de la gauche qui viendrait à lui manquer".

L'état d'esprit combatif qui s'est révélé chez les ouvriers de Talbot n'est nullement propre à cette usine, mais exprime dans le contexte de reprise internationale de la lutte de classe qui s'affirme aujourd'hui, tout un potentiel de remise en question du rôle de la gauche et des syndicats. Talbot n'est qu'une de nos premières batailles.

Y.D

LES "MUTATIONS INDUSTRIELLES" : UN MENSONGE POUR JUSTIFIER LES LICENCIEMENTS

■ Décidément, à en croire la bourgeoisie, il y a des choses que les ouvriers doivent absolument comprendre sous peine de mourir idiots ! Si l'Etat, les patrons, les jettent sur le pavé, la tête première dans leur misère accrue, c'est pour... LE PROGRES ! C'est pour effectuer les mutations industrielles et/ou technologiques qui seraient autant de promesses de lendemains radieux.

Ces derniers temps, c'est à celui qui, chacun à sa façon, du syndicaliste, jusqu'au Président de la République, s'époumonait sur ce thème pour ne pas entendre ou étouffer les cris de révolte des ouvriers en grève de Talbot. Si ce genre de discours dont on nous rebat les oreilles résonne si fort, cela ne peut être dû qu'à la profondeur impressionnante de son inconstance !

Pour qui veut regarder calmement et largement la réalité du monde capitaliste, aucune ambiguïté à ce propos peut résister. Pour tordre le cou aux élucubrations bourgeoises à visage faussement scientifique, il suffit d'énumérer quelques petites évidences.

Des mutations, le capitalisme en connaît depuis ses premières heures. Au 19^e siècle, lorsqu'il pouvait s'étendre, chaque amélioration de l'appareil productif et de l'organisation du travail se traduisait par un nombre accru d'hommes intégrés à la production. Dans les années 50, en pleine reconstruction d'après-guerre, les mutations industrielles ont permis de résorber progressivement le chômage. Aujourd'hui en pleine crise économique les mutations effectuées de manière "plus éclairées" il y a déjà plusieurs années dans des pays forts comme les USA et la RFA n'ont rien résolu, n'ont

ouvert aucune porte à l'économie. Le taux de chômage est aussi important dans ces deux pays comme partout ailleurs et pourtant voilà déjà longtemps que les bourgeois allemands avaient pris "soin" de refouler des millions de travailleurs immigrés !

Mais on peut aussi parler de la France qui s'y prend plus tard et qui est soi-disant très forte dans les secteurs de pointe. En effet, la Thomson-CSF, qui représente 50% de l'industrie électronique en France, qui fabrique tout ce qui est à la pointe de la technique, est pourtant en pleine déconfiture financière et commerciale. Seule sa production pour le secteur militaire se vend et la sauve de la faillite. Idem en ce qui concerne l'industrie du téléphone dont est fier le gouvernement et dont a besoin toute bonne mutation industrielle qui se respecte ; elle aussi est en difficulté et on prévoit des licenciements dans ce secteur pour bientôt. Rappelons nous encore les licenciements dans la sidérurgie en 78-79 : depuis que les ouvriers ont été jetés par milliers hors des usines, à leur place rien de nouveau n'est apparu malgré les milliards gouvernementaux pour essuyer les pertes. Manque de compétitivité ! Qu'à cela ne tienne, on avait construit du neuf comme le laminoir ultra moderne de l'usine de Neuves-Maisons.

Au fait, pourquoi ne tourne-t-il qu'à 50 ou 70% de ses capacités ? Aujourd'hui, des milliers de sidérurgistes de Lorraine sont encore au chômage, d'autres les suivront bientôt. Ralite, Monsieur Chômage, souhaite s'inspirer de l'Italie où le système de la Cassa Integrazione a abouti à institutionnaliser du chômage déguisé.

Au nom de mutations technologiques accompagnées du mensonge sur la possibilité d'être réemployé, 300 000 prolétaires italiens attendent d'être réembauchés en ne percevant qu'un salaire très minimum. L'avenir pour ceux qui attendent dans ces conditions n'est dans la plupart des cas que la préretraite et la misère. Hors des usines ces chômeurs déguisés sont dispersés. Fiat, Peugeot, Renault-RVI, General Motors : autant d'exemples de "modernisation" où l'éjection des ouvriers et la robotisation n'ont abouti qu'à envisager d'autres licenciements pour "ventes insuffisantes".

On ne peut pas passer ici en revue toutes les contradictions des justifications bourgeoises face à sa faillite (1). Une fois écarté le brouhaha des couplets à thème technologique, l'explication apparaît dans toute son éfarfante simplicité. Si des milliers d'ouvriers se retrouvent à la rue, c'est parce que le système produit trop de marchandises. Le marché mondial est sur-encombré de toutes sortes de produits en quête d'acheteurs. Le marché mondial ne peut plus absorber la production d'un seul Japon à haute technicité, comment pourrait-il digérer celle de dix ou vingt Japon ?

Il n'y a pas d'autre secret. On peut toujours s'aider d'un ordinateur pour concevoir une nouvelle voiture, reste le problème de pouvoir la vendre. Quand une entreprise est en faillite, ses ordinateurs le lui confirment des millions de fois plus vite que peut le faire un comptable ; dans cette situation, c'est le seul avantage...

On pourrait tous devenir électronicien d'élite, informaticien, spécialiste de robotique ou d'intelligence artificielle, rien ne changera au fait

que par manque de débouchés, toute production restera figée tout comme le sont les robots de chez Talbot en période de chômage technique tels des sentinelles immobiles aux portes de l'avenir.

Toute introduction d'une technologie nouvelle, plus performante, aujourd'hui si elle vise à améliorer le taux de profit du capitaliste, ne peut que simultanément augmenter la productivité du travail et en conséquence aggraver encore le taux de surproduction portant ainsi la crise économique généralisée à un stade supérieur de gravité.

La rhétorique de la bourgeoisie cherche à nous faire perdre de vue l'essentiel. Le monde peut aujourd'hui réunir l'ensemble des moyens nécessaires à la satisfaction immédiate de tous les besoins humains ; c'est la loi du profit capitaliste qui seule, barre la route à cette réalisation. Pour faire accepter la misère due à sa faillite, elle tente d'appuyer sur un thème : "On ne peut pas s'opposer au progrès. Il faut savoir vivre avec son temps, etc." Le problème c'est que personne ne s'oppose au progrès si ce n'est la bourgeoisie elle-même avec son système d'exploitation complètement pourri !

Les ouvriers ne casseront pas les robots ou les ordinateurs, ils détruiront par leur lutte, le capitalisme pour que demain chaque être humain puisse être lui-même au centre de tous les progrès de l'ensemble de l'humanité.

L.D.

(1) Pour une analyse plus détaillée de la question, voir articles déjà parus sur le thème : "La révolution technologique : un mythe" dans R.I n°107 et 110.

■ "A mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, se développe aussi le prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital. Les ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise au même titre que tout autre article de commerce ; ils sont exposés par conséquent de la même façon à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché " (Manifeste Communiste, Marx, Eds. Sociales, p.39)

Une classe dépossédée de tout

C'est dans la boue et dans le sang que naît le système capitaliste. C'est au cours de tout un processus d'expropriation de populations entières, de destruction des anciens rapports de production (basés sur la commune rurale) que la bourgeoisie dégage une main-d'œuvre "libre" et mobile qui pourra mettre en œuvre les immenses forces productives surgies du développement du capitalisme industriel. Expropriée, déracinée, cette main-d'œuvre ne possèdera plus que sa force de travail à vendre au capitalisme contre un salaire. La classe ouvrière se révèle donc comme classe dépossédée de toute propriété n'ayant que sa force de travail qui est elle-même "une marchandise". Les ouvriers sont entièrement soumis à la nécessité de trouver un acheteur dans le système capitaliste. Pour ce faire, ils sont mis en concurrence les uns par rapport aux autres ; ils sont des travailleurs libres, mais cette liberté, c'est celle du commerce, c'est la liberté pour le capitaliste d'exploiter le travail vivant. La bourgeoisie détruit les anciens rapports de production pour ne "laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme que le froid intérêt, les dures exigences du paiement au comptant". (Manifeste, p. 34)

Simple vendeurs de leur force de travail, les ouvriers sont contraints de se déplacer pour aller chercher du travail là où les possibilités sont offertes.

"Poussée par le besoin de débouchés de plus en plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, mettre tout en exploitation, établir partout des relations

Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand regret des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont chaque jour " (Manifeste, p. 35)

Une classe déracinée

On peut constater que les mouvements de migrations (afflux ou reflux) sont toujours liés aux besoins du capitalisme selon les périodes d'expansion ou les périodes de crise et que d'autre part, on assiste à la différenciation entre des zones qui seront essentiellement des zones d'émigration (Afrique du Nord, Bassin méditerranéen, Asie) et des zones d'immigration (USA, Canada, Amérique latine, Europe occidentale). Ainsi, on peut remarquer que le système capitaliste fait apparaître des pôles de développement et des pôles de sous-développement, ce qui rend nécessaire aux travailleurs de se déplacer.

Ainsi, jusqu'à la 1ère guerre mondiale, on assistera à un afflux massif et continu de travailleurs européens vers les Etats-Unis. Ceux-ci sont en pleine expansion, une expansion à l'échelle d'un continent : "l'expansion dans le cadre des frontières nationales prit en Amérique une ampleur si gigantesque qu'elle suffit tout au long du siècle non seulement à occuper les forces de travail américaines mais à absorber une immigration sans précédent qui ne cessa de croître jusqu'à la 1ère guerre mondiale " (Sternberg, "Le conflit du siècle" p. 88)

De 1850 à 1910, la population passe de 23,2 millions à 92 millions d'habitants et le pourcentage de l'immigration par rapport à la population totale passe de 28% à 55%. De 1904 à 1914,

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Classe ouvrière : Classe immigrée

Licenciements, expulsions, chômage... l'ensemble des ouvriers dans le monde en subissent les effets. Travailleurs aujourd'hui, chômeurs demain, expulsés et ramenés à la frontière pour beaucoup, telle est la réalité vécue aujourd'hui. Les ouvriers "immigrés", dont la bourgeoisie - toutes tendances confondues et chacune avec son langage spécifique - voudrait faire un "cas particulier" pour instaurer la division, ne vivent pas d'autre réalité que celle de l'ensemble des ouvriers : la précarité et l'insécurité des conditions de vie, l'exploitation ou le rejet selon les besoins de l'économie capitaliste.

L'objet de cet article consiste à démontrer que la classe ouvrière de par ses origines historiques, de par sa constitution, est une classe de migrants, obligée par les nécessités économiques d'aller se vendre au plus offrant, là où le marché du travail offre des possibilités, soumise aux aléas des besoins du capitalisme et qu'en conséquence, les intérêts qui la lient, l'unifient, sont des intérêts internationaux, brisant le cadre des frontières, des nations et des races

ce sont 10 millions d'émigrants qui y ont débarqué.

A l'époque donc, c'est l'Europe qui fournit la main-d'œuvre nécessaire au développement des Etats-Unis. L'afflux diminuera très nettement après la 1ère guerre mondiale et avec la crise des années 30, pendant laquelle l'immigration est bloquée. Si elle a repris après la seconde guerre mondiale, c'est sans commune mesure avec le siècle précédent (pendant la décennie 50, il y a eu 200 000 émigrants en moyenne annuelle).

Pour l'Europe occidentale, le phénomène s'exprime différemment : terre d'émigration tout au long du 19ème siècle, c'est après la 1ère guerre mondiale (après la saignée énorme que celle-ci constitue) que certains pays européens font appel aux travailleurs étrangers : pakistanais en Grande-Bretagne, italiens, espagnols et portugais, indochinois en France ou en Belgique. Après la seconde guerre mondiale, on assiste à un nouvel afflux (pour la "reconstruction") : maghrébins et indochinois en France, turcs en Allemagne. En 1960, il y a 300 000 étrangers, 10 ans plus tard, ils sont trois millions, essentiellement des pays méditerranéens, en RFA.

Quant à la France, qui a constitué depuis plus d'un siècle, une terre d'émigration, la politique menée est soumise aussi aux besoins économiques : après la 1ère guerre mondiale, entraînant une perte de 1,5 millions d'hommes d'âge actif, sans compter les mutilés et les malades, la bourgeoisie française fait appel aux travailleurs nord-africains, aux ouvriers belges, italiens, espagnols (dans la sidérurgie, les minerais, l'agriculture). En 1931, par contre, on assiste carrément à un refoulement des travailleurs (les ouvriers polonais sont renvoyés par trains entiers dans leur pays, les mouvements migratoires en provenance d'Italie et d'Espagne sont pratiquement bloqués.)

C'est donc de manière réfléchie et planifiée que les différentes bourgeoisies pratiquent une politique d'immigration.

Celle-ci est liée aux besoins économiques et démographiques (reproduction de la force de travail, élément non négligeable dans les calculs de la bourgeoisie car elle signifie la reproduction de la classe ouvrière en tant que classe : ainsi en France, de 1881 à 1911, immigration et naissance d'enfants immigrés assurent la moitié de l'accroissement de la population française. Aujourd'hui, en France, 18 millions de "français" sont descendants d'immigrés de 1ère, 2ème ou 3ème

génération.

Ce ne sont jamais des intentions philanthropiques ou humanistes qui motivent la bourgeoisie dans quelque domaine que ce soit d'ailleurs. Quand le gouvernement prétend renvoyer les travailleurs clandestins afin d'assurer une meilleure situation aux travailleurs réguliers, on ne peut que sourire amèrement à de telles explications, car la bourgeoisie a besoin de travailleurs sans statut, sans aucune protection. On pourra s'en convaincre en lisant cette phrase tirée du "Population Council" aux USA : "Il est souvent avantageux pour les employeurs de recruter des immigrants illicites qu'ils paient mal et font travailler dans des conditions médiocres "

Si globalement, la période d'expansion du capitalisme (jusqu'à la 1ère guerre mondiale) s'est traduite par des déplacements de population exceptionnels, la période de décadence se traduit plus généralement par une politique de blocage et de refoulement (sauf dans les périodes citées plus haut.)

Aujourd'hui, ce n'est même plus du blocage, c'est de l'expulsion. Des masses migrantes, il y en a plus que jamais dans l'histoire de l'humanité. Mais ce sont des masses sans but.

Ejectés par la misère, ils n'ont nulle part où aller. Des masses de gens sont parquées dans des camps aux frontières des USA, en Asie et en Afrique.

Les années 80 en sont une illustration parfaite : en janvier 83, le gouvernement nigérian annonçait à un million et demi de travailleurs étrangers en situation irrégulière qu'ils avaient deux semaines pour rentrer chez eux. Les expulsés, pour la plupart originaires du Ghana, furent jetés à la rue comme du bétail et retournèrent dans "leur pays" pour se retrouver au chômage. Ce phénomène de "réfugiés économiques", "habituel" en Afrique ou en Asie est l'expression la plus criante de la profondeur de la crise économique : l'expulsion massive des travailleurs du processus de production. En Europe, aux USA, le phénomène est aussi profond et irréversible. On a vu, il y a quatre ans, le gouvernement ouest-allemand expulser deux millions de travailleurs turcs, on assiste régulièrement au refoulement de travailleurs mexicains ou haïtiens aux USA. Et le chômage massif qui fait rage en Europe (30 millions dans l'OCDE) donne des sueurs froides aux gouvernants. Si dans un premier temps, ceux-ci licencient les travailleurs immigrés, c'est parce que ceux-ci sont moins qualifiés et donc coûtent moins cher.

Mais plus personne n'est dupe : le renvoi des travailleurs immigrés ne résoudra pas les problèmes du chômage. La crise est bien là pour tous les travailleurs.

Si l'immigration au 19ème siècle représentait un espoir de survie pour de nombreux travailleurs, si le chômage à la même époque se présentait sous la forme d'une armée de réserve (absorbée une fois les crises terminées), aujourd'hui, ce n'est plus l'immigration vers des pays prospères, c'est l'expulsion, le chômage massif et de longue durée que vit le prolétariat.

Une classe aux Intérêts Internationaux

Le système capitaliste, en surgissant, crée les divisions : en premier lieu, les ouvriers sont en concurrence les uns par rapport aux autres face au marché du travail (nécessité de se vendre au mieux, éviter d'être chômeur), puis ils sont mis en rivalité par rapport aux salaires qu'ils reçoivent selon leur âge, leur expérience, leur qualification. Le système capitaliste pousse à bout l'individualisme, le "chacun pour soi", l'isolement par rapport aux autres. Chacun se pense seul face à ses problèmes, s'imaginer unique. Ces divisions, la bourgeoisie en vit car c'est de là qu'elle tire ses privilèges : elle les renforce, les exploite au maximum dans sa propagande pour préserver son ordre social. C'est elle qui organise les pogroms, les ratonnades, les expulsions, qui désigne les boucs-émissaires. Elle utilise tous les moyens idéologiques pour que les ouvriers ne se considèrent que comme individus et non comme êtres sociaux et collectifs. Elle veut briser la prise de conscience de la classe ouvrière qui, quand elle se constitue en force collective, fait trembler l'édifice lézardé du capitalisme.

Car le capitalisme ne crée pas que les divisions. Il a engendré une classe d'hommes antagoniques superficiellement, mais qui ont des intérêts fondamentalement communs et qui sont capables ensemble de remettre en question un système économique qui est basé sur leur exploitation. Quand le système entre en crise, les divisions s'effacent devant un fait manifeste : ce sont sur eux que se portent en premier lieu les effets de la crise. C'est cette prise de conscience qui pousse les ouvriers à la SOLIDARITE en dépassant les carcans de race, de religion, d'ethnie, etc... C'est cette solidarité qui doit peser dans le combat nécessaire contre la bourgeoisie car elle signifie la compréhension que ce qui touche une partie de la classe ouvrière la touche dans son ensemble et que résister aujourd'hui unis, c'est se donner les moyens d'affronter plus tard des attaques encore plus importantes.

La bourgeoisie a des intérêts internationaux à défendre, pas le prolétariat. Il n'a pas de privilèges, ses conditions de vie sont fondamentalement les mêmes partout : exploité, producteur de richesses sans qu'il en recueille les fruits. Il a réellement un monde à gagner en faisant sauter les frontières, s'écrouler les privilèges, s'effacer les égoïsmes. C'est pourquoi l'INTERNATIONALISME constitue l'élément indispensable d'une prise de conscience profonde des intérêts communs qui unissent les ouvriers. Se concevoir comme une CLASSE INTERNATIONALE, c'est mettre en échec toute la politique de la bourgeoisie qui veut maintenir "sa" classe ouvrière sous son joug et la faire marcher au son des hymnes nationaux.

La crise économique qui sévit PARTOUT constitue le levier gigantesque qui doit permettre la prise de conscience des intérêts communs qui unissent la classe ouvrière sur toute la planète. Céder à la propagande bourgeoise qui cherche à diviser, à enchaîner les ouvriers à la défense des intérêts nationaux, à la gestion de l'économie capitaliste, c'est tourner le dos à la perspective révolutionnaire. Comprendre que la classe ouvrière est une seule classe est la seule arme qui permettra d'entrevoir la possibilité et la nécessité d'une société réellement humaine.

LIVIA.

note : toutes les références ont été tirées du livre de Pierre George : "Les Migrations Internationales" aux P.U.F.

L'OLP , UNE ORGANISATION CAPITALISTE

(suite de la page 2).

rialistes contradictoires. Les principales fractions sont :

- le Fatah d'Arafat qui est la composante la plus importante, plus de 50 % des mandats. C'est la plus proche de l'Arabie saoudite et du bloc occidental. Même si l'on y trouve une petite minorité pro-syrienne.
- le FPLP de G.Habache, composée essentiellement de nassériens, baasistes et chrétiens "radicaux". Cette fraction est essentiellement pro-syrienne, pro-libyenne et pro-irakienne.
- le FDPLP de Nayef Hawatmeh, scission du FPLP, soutient les mêmes fractions que celui-ci ;
- la Saïka est sous contrôle exclusif de la Syrie ;
- le FPLP du général Jibril est pro-syrienne et pro-libyenne.

A tous ces groupes, s'ajoute un petit nombre de sectes islamiques ou staliniennes.

Sa composante (chefs religieux, militaires, industriels, syndicalistes, notables de tout acabit) forme un bloc contre la lutte de classe ; c'est une organisation nationaliste (au même titre que le sionisme), l'OLP détruit toute vie autonome de la classe ouvrière arabo-palestinienne et empêche toute fraternisation entre les fractions de la classe ouvrière de la région ; l'OLP fonctionne comme tout Etat bourgeois : malgré la dispersion des citoyens qu'elle "gouverne", l'organisation d'Arafat a son armée, ses services de police, ses tribunaux, ses agents et syndicats qui recueillent les impôts et militarisent les "réfugiés", la population et y compris la classe ouvrière. L'OLP, comme tous les mouvements dits de "libération nationale" de ce siècle, ne peut que s'appuyer dans sa guerre sur un impérialisme contre un autre, tout simplement parce que "toute nation, toute bourgeoisie en puissance est contrainte de s'aligner derrière un des blocs impérialistes dominants", par conséquent "obligée de tenter d'en soumettre d'autres plus petites à son hégémonie". (Revue Internationale, n°19).

C'est pourquoi, au-delà de l'éclatement ou de la construction d'un futur Etat OLP, nous ne voyons qu'un résultat : le massacre d'ouvriers et de populations au profit de l'ennemi mortel l'impérialisme. Loin de servir à destabiliser l'impérialisme US ou à l'affaiblir, la lutte pour la "libération de la Palestine" n'a fait qu'enchaîner les ouvriers au char de l'OLP et embrigader les populations des camps de réfugiés dans les boucheries impérialistes.

Affirmer aujourd'hui que les luttes de libération nationale expriment une quelconque révolte des masses opprimées ou plus encore contribuent à une quelconque marche en avant du processus révolutionnaire, c'est soit colporter ouvertement une mystification bourgeoise -qui vise à empêcher le prolétariat de suivre sa voie autonome-, soit ne pas comprendre ce que furent justement les erreurs commises au début de ce siècle par les révolutionnaires.

Les erreurs de l'Internationale Communiste

En effet, sous le poids de la contre-révolution mondiale, les "thèses sur l'Orient" (2), en particulier celles du 4ème Congrès de l'IC en 1922 préconisaient comme étape nécessaire aux prolétaires des colonies, l'alliance avec la petite ou la grande bourgeoisie pour la lutte de "libération nationale". En se prononçant pour le "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", en divisant le monde capitaliste en "pays oppresseurs" et "pays opprimés", Lénine et l'IC ont commis des erreurs mortelles pour les prolétaires des métropoles et des colonies.

Certes, l'IC croyait à l'imminence d'une révolution mondiale avec comme potentialité l'affaiblissement de l'impérialisme par un soulèvement des peuples des colonies (une "transcendance de la lutte anti-impérialiste").

Cependant, non seulement on ne vit pas le prolétariat des colonies entraîner les masses paysannes ou les bour-

geois pour venir en aide à la révolution russe isolée, mais de plus, jusqu'à nos jours, les "peuples de couleur" ne se sont pas encore réveillés pour affaiblir l'impérialisme. Ce que nous voyons, c'est la saignée impérialiste des "peuples de couleur".

Pourtant à l'époque de Lénine, ce n'étaient pas les preuves et les signes qui manquaient pour réfuter ou mettre en doute la fiabilité de la position de l'IC sur la question nationale et sur l'impérialisme.

En effet, tout d'abord, tirant les enseignements de l'évolution historique du système capitaliste et du bilan de la "question nationale" depuis Marx, Rosa Luxembourg affirmait justement : "La politique impérialiste n'est pas l'oeuvre d'un pays ou d'un groupe de pays. Elle est le produit de l'évolution du capitalisme à un moment donné de sa maturation. C'est un phénomène international par nature, un tout inséparable qu'on ne peut comprendre que dans ses rapports réciproques et auquel aucun Etat ne saurait se soustraire... A l'époque de ce même impérialisme déchaîné, il ne peut plus y avoir de guerres nationales. Les intérêts nationaux ne sont qu'une mystification qui a pour but de mettre les masses populaires laborieuses au service de leur ennemi mortel : l'impérialisme". (Brochure de Junius, Ed. La Taupe, p.177,178).

Ensuite, les faits sont venus confirmer directement ou indirectement les thèses de Luxembourg, en démentant les thèses de l'IC sur la question nationale. En effet, déjà, en 1918, tout de suite après l'indépendance de la Finlande (que les bolchéviks avaient soutenue), la bourgeoisie du pays massacra la classe ouvrière au nom précisément de l'unité et de la défense de la nation (et, en pleine période révolutionnaire). A cela, il faut ajouter le fait qu'en 1920, Atatürk exécuta les membres du parti communiste turc (toujours au nom des intérêts de la nation) tout en continuant à recevoir le soutien de l'IC pour sa "potentialité révolutionnaire". Dès lors, la Turquie et la Finlande se constituaient en bastions contre-révolutionnaires.

Depuis, ces peuples qui ont le droit à l'"auto-détermination" ont subi parfois pendant plus de 30 ans, massacres et bains de sang.

"Malheureusement pour l'humanité, c'est cela la réalité de la barbarie du capitalisme, car, qu'elles le veuillent ou non, les "petites nations" dont les classes dirigeantes sont les jouets et les complices de leurs camarades de classe des grands Etats, ne sont que des pions dans le jeu impérialiste des grandes puissances, et tout comme les masses ouvrières des grandes puissances, elles sont utilisées comme instruments pendant la guerre pour être sacrifiées après la guerre aux intérêts capitalistes". (Rosa Luxembourg, idem).

Cette affirmation est encore plus vraie aujourd'hui : non seulement par tout les "petites nations" sont les jouets de leurs grandes camarades, mais par son importance historiquement stratégique, le Moyen-Orient est la zone où les blocs impérialistes ne tolèrent aucun "non-alignement" et ces mêmes puissances impérialistes s'intéressent à toute organisation ou Etat susceptible de représenter un "intérêt ou un danger soit en l'intégrant, soit en l'éliminant".

A la lumière de ces faits historiques, comme Rosa Luxembourg, nous disons : pas de soutien à de quelconques luttes ou guerres de "libération". Aux guerres impérialistes actuelles et à celles qui se préparent, nous opposons l'unité et la guerre de classe ouvrière mondiale contre la bourgeoisie de tous les pays et ses mouvements de "libération nationale", y compris la "libération de la Palestine".

K et NS

Notes :

- (1) Voir R.I n°100
- (2) Pour connaître les positions respectives de Lénine et de l'IC sur la question nationale et sur l'impérialisme, voir la R.Int.n°19.

RÉUNIONS PUBLIQUES

sur le thème :
les luttes ouvrières
contre les syndicats

ANGERS :
Réunion publique le 16 mars à 20h, librairie "La tête en bas", 17, rue des Toiliers.

AIX EN PROVENCE :
Permanence le 8 février, de 18h à 19h, au café "La Madeleine", Place des Prêcheurs.

BORDEAUX :
Réunion Publique le 3 mars à 17h, au café Victor-Hugo, 52, cours Victor-Hugo.
Contact-diffusion : le 25 février, de 10h30 à 11h30, au marché St.Michel, Place Meynard.

DIJON :
Réunion Publique : le 18 février à 17 h, à la M.J.C Maladière, rue Balzac.

LILLE :
Réunion publique le 18 février, à 16h30, 23 rue Gosselet (MNE).
Contact diffusion : les 1er et 3ème dimanche du mois de 10h30 à 11h30, au marché de Wazemmes.

LYON :
Réunion publique le 24 février à 21h, à MAJO, impasse Métrol, Villeurbanne, métro République.
Permanence le 28 février à 18h, à la même adresse.

MARSEILLE
Réunion publique le 8 mars à 21h au 205 rue Ste Cécile, 13005.
Permanence le 15 février, de 18h à 19h à "L'Artistic Bar", 4, cours J.Thierry, 13001.

NANTES :
Réunion publique le 18 février à 17h au centre social des Bourdéraies, Nantes-Charantay.
Permanence le 24 février, à 20h30, à la même adresse.
Contact diffusion : le 2ème samedi du mois, de 10h30 à 11h30, au marché de la Petite Hollande.

PARIS :
Réunion publique le 11 février à 17h au 27, avenue de Choisy, 75013. Métro : Porte de Choisy.
Permanences tous les samedis à 16h, à la même adresse (sauf le samedi de la réunion publique).

ROUEN :
Permanence le 25 février à 16h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :
Réunion publique le 24 février à 21h, Cité Universitaire de l'Arsenal. Bat.C.
Permanences : tous les vendredis à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue St.Exupéry (sauf le vendredi de la réunion publique).

Contact diffusion les 2ème et 4ème dimanches du mois, de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Place Jeanne d'Arc) et le deuxième dimanche du mois de 11h à 12h30 au marché aux puces (St.Sernin)

Sur le thème du mois précédent : "Effondrement économique et lutte de classe" :
CLERMONT FERRAND :
Réunion publique le 17 février à 20h30 à l'ancien lycée Blaise-Pascal.

LA REVUE INTERNATIONALE N°36

sommaire :

TENSIONS IMPÉRIALISTES
ET LUTTE DE CLASSE

Où en est la crise ?
LE POIDS DES ARMEMENTS

Polémique avec Battaglia Comunista
LE COURS HISTORIQUE

REPONSE AUX REPONSES à l'"Appel
aux groupes politiques prolétariens"

Critique du 2ème Congrès du Parti
Communiste Internationaliste
(INTERNATIONALISME, 1948)

PUBLICATIONS DU CCI

(ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT,
SANS MENTION DU NOM DE LA PUBLICATION)

ACCION PROLETARIA
Apartado de correos 258
VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES, BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Drawer 1774
NEW YORK, N.Y. 10027
USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674
CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106
10031 STOCKHOLM, SUÈDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581
75027 PARIS Cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549
1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869
LONDON WC 1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION
Postfach 410308
5000 KÖLN 41, RFA

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F + 3 F pour frais d'envoi). 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (4 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (6 F + 3 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) (4 F)
- L'Etat dans la période de transition (12 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I. (4 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
ETRANGER PAR AVION
110 F 120 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :
ETRANGER PAR AVION
65 F 80 F

ENVOIS SOUS PLI FERME :
ABONNEMENTS COUPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
120 F 120 F 150 F
ABONNEMENTS SIMPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
70 F 80 F 100 F

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS :
Chèque bancaire ou postal à l'ordre de R.I. : CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.TAUTIN, 4 passage Dieu
Paris 20ème.
Directeur de Publication : D.VAN CELST
N° de Commission Paritaire : 54 267

◇ R.I.
B.P. 581
75027 PARIS
cedex 01

LA REVOLUTION EXCLUT LA GUERRE,
LA GUERRE MONDIALE EXCLUERAIT TOUTE POSSIBILITE DE REVOLUTION.

L'humanité se trouve aujourd'hui à un tournant décisif de son histoire. Non seulement, l'alternative "socialisme ou barbarie", prévue il y a un siècle par le marxisme, n'a cessé depuis la 1ère guerre mondiale de se confirmer de façon de plus en plus tragique et épouvantable, mais elle risque, du fait de la formidable accumulation d'armes nucléaires, d'être remplacée par "socialisme ou fin de l'humanité". C'est dire l'enjeu des luttes ouvrières d'aujourd'hui qui constituent le seul rempart contre le déchaînement d'un tel cataclysme vers lequel l'impasse économique totale où se trouve le capitalisme le pousse inexorablement. Cet enjeu, il est indispensable que les organisations révolutionnaires le mettent clairement en évidence face à l'ensemble du prolétariat. Mais cela suppose qu'elles ne restent pas prisonnières du passé, qu'elles soient capables de comprendre que l'histoire ne se répète pas de façon identique et que si, en 1917, la révolution a pu sortir de la guerre impérialiste, il est aujourd'hui vain de miser sur une telle perspective comme le font encore certaines d'entre elles.

■ Comme condition fondamentale de leur aptitude à contribuer réellement au développement de la conscience de la classe ouvrière, les organisations révolutionnaires ont toujours eu pour souci constant de baser leurs analyses et leurs prises de position sur une étude systématique des expériences du passé. Celles-ci ont toujours constitué un aliment essentiel de leur compréhension du présent et de l'établissement de perspectives pour l'avenir. Cependant, cela ne signifie nullement que leur démarche consiste à envisager le présent et l'avenir comme

une simple répétition du passé.

Déjà, en 1852, Marx signalait ce danger : "La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes..." (Karl Marx, "Le 18 Brumaire", Ed. Sociales).

Les groupes communistes actuels et la perspective historique

Aujourd'hui, beaucoup de groupes révolutionnaires et notamment la C.W.O. (1), le PC.Int. (Battaglia Comunista) (2) ainsi que l'ensemble de ce qui reste du courant bordiguiste, commettent le même type d'erreur que celui que critiquait Marx en son temps : appliquer mécaniquement au présent les schémas du passé. Constatant -avec raison- que la crise ouverte du capitalisme pousse inexorablement celui-ci vers une nouvelle guerre impérialiste généralisée, ils donnent au prolétariat comme perspectives :

- soit de développer ses luttes et de détruire le capitalisme avant qu'il ne déclenche une nouvelle boucherie mondiale, ce qui est juste ;
- soit de surgir de façon révolutionnaire au cours d'une telle boucherie, comme ce fut le cas en 1917 en Russie et en 1918 en Allemagne.

Nous ne nous étendrons pas ici sur la curieuse façon dont ces groupes, qui se réclament de la tradition "léniniste" en ce qui concerne le rôle

le du Parti prolétarien, conçoivent leur fonction d'avant-garde de la classe. Eux qui veulent "prendre la direction" de cette dernière, constituer "son état-major", sont incapables de donner une perspective claire pour ses luttes actuelles. Aux interrogations qui naissent aujourd'hui dans la classe, ces groupes n'offrent qu'une réponse de normand. Mais ce n'est pas encore cela le plus grave. En fait, toute leur démarche conduit non pas à contribuer au développement des luttes ouvrières d'aujourd'hui, mais au contraire à les désarmer :

- d'une part en ne mettant pas en évidence toute leur importance comme seul obstacle à la guerre mondiale,
- d'autre part en maintenant l'illusion que si le prolétariat ne réussit pas à empêcher celle-ci, il pourra toujours "se rattrapper" par la suite.

Dans la mesure où la première question a été fréquemment traitée dans notre presse, nous n'aborderons dans cet article que la seconde.

La révolution peut-elle surgir d'une nouvelle guerre mondiale?

Au cours de la première guerre mondiale, ce type de question fut discuté avec passion au sein des courants qui, au milieu de la débâcle générale, s'étaient maintenus sur des positions internationalistes et révolutionnaires. Rosa Luxembourg de même que Trotsky, insistaient sur les terribles conséquences de la guerre sur le mouvement prolétarien :

"... Le déchaînement actuel du fauve impérialiste dans les campagnes européennes produit encore un autre résultat qui laisse le 'monde civilisé' tout à fait indifférent : c'est la disparition massive du prolétariat européen... Pour que le socialisme puisse faire sa trouée et remporter la victoire, il faut qu'existent des masses dont la puissance réside tant dans leur niveau culturel que dans leur nombre. Et ce sont ces masses précisées-

ment qui sont décimées dans cette guerre... C'est une saignée qui risque d'épuiser mortellement le mouvement ouvrier européen. Encore une guerre de ce genre, et les perspectives du socialisme sont enterrées sous les ruines entassées par la barbarie impérialiste..." (Rosa Luxembourg, "La Crise de la Social-Démocratie", avril 1915).

Par contre, Lénine, tout en dénonçant sans relâche et avec la dernière énergie la guerre impérialiste, insiste sur le fait que celle-ci crée les conditions objectives pour la révolution prolétarienne :

"La guerre a, sans conteste, engendré une crise extraordinairement violente et aggravé à l'extrême la misère des masses. Le caractère réactionnaire de cette guerre, le menson-

ge éhonté de la bourgeoisie de tous les pays... suscitent nécessairement, dans la situation révolutionnaire qui existe objectivement des tendances révolutionnaires au sein des masses. Notre devoir est d'aider à prendre conscience de ces tendances, de les approfondir et de leur donner corps. Seul le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile exprime correctement cette tâche, et toute lutte de classes conséquente pendant la guerre, toute tactique sérieusement appliquée d'actions de masse y mène inévitablement" (Lénine, "Le Socialisme et la Guerre", août 1915).

En Octobre 1917, en Russie, en novembre 1918 en Allemagne, l'histoire a donné raison à Lénine contre les affirmations de Trotsky et de Rosa. Malgré la terrible saignée qu'il venait de subir, le prolétariat européen a trouvé la force de renverser l'Etat capitaliste dans un pays, de mettre fin à la guerre mondiale par des moyens révolutionnaires. Cependant, il est nécessaire aujourd'hui de revenir sur cette analyse. Non par "goût de la nouveauté", mais parce que l'histoire s'est chargée de démontrer que ce qui était valable en 1917 ne l'est plus maintenant.

Cette question est très vaste et a déjà été traitée en détail dans notre presse (3). Nous n'examinerons ici qu'un seul de ses aspects, celui qui conditionne le plus directement l'intervention des révolutionnaires dans les luttes présentes : en cas de déchaînement d'une 3ème guerre mondiale, peut-on espérer un surgissement du prolétariat capable, sinon d'aboutir à la révolution, au moins d'interrompre le conflit comme ce fut le cas en 1918?

La réponse à cette question a déjà été donnée en bonne partie par la 2ème guerre elle-même qui ne connut aucune réaction prolétarienne comparable à celle de 1917-18 et qui ne prit fin qu'avec l'écrasement complet d'un des deux camps. Cette différence était liée à deux éléments :

- la bourgeoisie, instruite par l'expérience de 1917-18 ne s'est pas laissée surprendre; elle ne s'est engagée dans la boucherie impérialiste qu'après avoir pris soin d'infliger une défaite totale au prolétariat (notamment au moyen du fascisme, de l'antifascisme et du mythe stalinien de la "défense de la patrie socialiste") et, à la fin de cette boucherie, elle a fait occuper par les armées victorieuses chaque pouce de terrain des pays vaincus où existaient les possibilités les plus grandes de révoltes prolétariennes ;

- l'évolution des armements et de la stratégie militaire a mis fin à la possibilité de ce qui fut, durant la première guerre mondiale, une des conditions du surgissement révolutionnaire : les fraternisations des soldats des deux camps. Ce qui était permis par la guerre des tranchées et la grenade à main, ne l'était plus avec la primauté des blindés et de l'aviation.

Si demain, la classe ouvrière se laisse embrigader dans une 3ème boucherie impérialiste, elle rencontrera des conditions bien plus défavorables encore à un éventuel surgissement révolutionnaire. Même si une telle guerre se déroule pendant un certain temps avec les armements "conventionnels", les prolétaires en uniforme et sans uniforme, se feront massacrer et

se massacreront par dizaines de millions avec des obus, des bombes, des roquettes et des missiles, sans à aucun moment avoir seulement vu leurs frères de classe enrôlés dans les armées "ennemies". Et si les armes atomiques sont employées -ce qui serait l'hypothèse la plus vraisemblable puisque, dans la période de décadence du capitalisme, il ne peut y avoir de guerre mondiale que totale- le problème du surgissement d'un mouvement prolétarien ne se posera même plus car il n'y aura plus de prolétariat.

D'après des études d'experts, une telle guerre ferait de 2 à 3 milliards de morts, essentiellement la population urbaine et tout particulièrement celle des pays avancés. Les populations qui échapperaient à la mort provoquée par les ondes de choc, les incendies, les radiations, devraient encore affronter les épidémies, les famines, les bandes de pirates, le rayonnement ultra-violet résultant de la destruction de l'ozone de la haute atmosphère, la glaciation provoquée par le nuage de poussière issu des explosions, sans compter, à plus long terme, les mutations génétiques qui pourraient provoquer une dégénérescence biologique de l'espèce humaine sinon sa disparition complète. En fin de compte, si une 3ème guerre mondiale avait lieu, nos camarades de Battaglia et de la C.W.O. risqueraient d'en être réduits à prêcher le défaitisme révolutionnaire à des rats qui sont les mammifères les plus résistants, ou au mieux, à des tribus préhistoriques.

Quelles perspectives?

Ainsi, les menaces décrites par Rosa Luxembourg, si elles étaient en partie surestimées pendant la 1ère guerre mondiale, si elles se sont pleinement vérifiées lors de la seconde, sont bien en deça de la vérité de ce que serait une 3ème guerre mondiale. Si la décadence du capitalisme constitue un moment de l'histoire de cette société, elle a elle-même une histoire. Le cycle crise-guerre-reconstruction-nouvelle crise -qui l'a caractérisée jusqu'à présent- n'est pas éternel. Plus que d'un cycle, c'est d'une spirale dont il faut parler, d'une spirale qui peut aboutir à la destruction de l'humanité ou une régression de celle-ci de plusieurs millénaires si la classe ouvrière ne l'interrompt pas. Et cette interruption, la destruction du capitalisme, ne saurait tarder sinon c'est lui qui détruira l'humanité. C'est avant que le capitalisme ne déclenche une 3ème guerre mondiale que le prolétariat doit le renverser, après il sera trop tard.

Ce n'est pas en consolant le prolétariat sur une possibilité de révolution après la guerre qu'on peut l'aider à accomplir sa tâche historique. Ce n'est qu'en lui montrant toute l'étendue de ses responsabilités présentes, toute l'importance historique de ses combats actuels qu'on peut l'aider efficacement à faire de ces combats non un simple baroud d'honneur avant la catastrophe finale mais des préparatifs réels pour la révolution communiste.

(1) Communist Workers' Organisation (PO BOX 283 Clarence Drive, Glasgow G.12 UK).

(2) Partito Comunista Internazionalista (BC Casa Postale 1753, Milano Italie).

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie. La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.